NPA L'étincelle
NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE
Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Centre hospitalier
Saint-Denis

Lundi 18 octobre 2021

Les crimes d'un système d'exploitation : ne mâchons pas nos mots

Jeudi dernier, le ministre de l'Intérieur Gérald Darmanin a déclaré vouloir déposer plainte contre Philippe Poutou, candidat du NPA à la présidentielle. Son prétendu « crime » ? Avoir répondu à un journaliste que « oui, la police tue », citant nommément des victimes récentes de violences policières. Deux jours plus tard, c'est Macron lui-même qui, au nom de l'État français mais avec soixante ans de retard et en occultant les noms des principaux responsables, a reconnu le massacre par la police française d'Algériens, le 17 octobre 1961. Une des plus sanglantes tueries d'ouvriers, par cette police dont certains pensent qu'elle nous protégerait.

Cachez ces noms !

Ce 17 octobre 1961, des milliers d'ouvriers algériens et leurs familles, hommes, femmes et enfants, venant des cités pauvres de banlieue, hôtels ou bidonville de Nanterre où ils vivaient, manifestaient à Paris pour l'indépendance de leur pays, la fin de la guerre coloniale et contre leur condition d'êtres humains de seconde zone en France. La répression fut féroce : 12 000 Algériens raflés, des centaines de blessés et entre 200 et 300 morts, peut-être plus, car on n'a pas compté les cadavres jetés à la Seine.

En reconnaissant les faits (enfin !), Macron n'en a pourtant fait porter le chapeau qu'au seul préfet de police de l'époque, Maurice Papon, dédouanant ses supérieurs, le ministre de l'Intérieur, le Premier ministre et, au-dessus d'eux, le président de la République, Charles de Gaulle.

Papon ne débutait pas dans le crime d'État : préfet de la Gironde sous Pétain, il y avait organisé la déportation des Juifs. Ce qui n'a pas nui à son déroulement de carrière : préfet de police de Paris sous la présidence de De Gaulle, puis ministre. C'est ça, la permanence de l'État et de sa police, en défense d'un ordre social au service des riches.

Des traces qui ne s'effacent pas

Le racisme est bel et bien présent dans la police française, qui continue à arrêter au faciès des jeunes de banlieue, lacère les tentes des migrants et les traque dans tout le pays. Les ordres continuent à venir d'en haut : d'un gouvernement qui fait la chasse aux migrants, leur ferme les frontières… en laissant néanmoins passer celles et ceux dont le patronat français a besoin, pour ses profits. Trois migrants algériens ont perdu la vie la semaine dernière, fauchés par un train alors qu'ils fuyaient les contrôles de police.

Autre héritage de cette période : l'extrême droite. De vieille tradition, certes, dans les milieux dorés français. Mais à laquelle Macron emboîte le pas quand il durcit l'accès aux visas pour les Maghrébins.

Car à la police est attribué un rôle dans la société d'exploitation, comme l'a expliqué Philippe Poutou : maintenir l'exploitation coloniale hier, l'ordre social au profit des riches toujours. D'où la répression de grèves et de manifestations ouvrières, ou de Gilets jaunes.

Un candidat révolutionnaire pour défendre le monde du travail

C'est pour dénoncer cette réalité que notre camarade Philippe Poutou, ouvrier au chômage, licencié de chez Ford, se présente à l'élection présidentielle de 2022 : contre la violence des salaires qui n'augmentent pas, contre l'insécurité liée au chômage et aux licenciements, contre le manque de moyens dans les écoles et les hôpitaux, alors que les patrons engrangent des profits record. Un programme de revendications et de luttes du monde du travail, de contrôle aussi des ouvriers sur la production en fonction des besoins, pour qu'enfin les vies et la nature passent avant la course aux profits.

Un programme internationaliste également, tous unis, français et immigrés, unis, prolétaires d'une même planète. Nos intérêts sont liés, entre exploités par les mêmes multinationales, opprimés par des puissances impérialistes qui voudraient conserver leur domination sur le monde.

Sage-femmes : nouveau week-end de grève !

Le 7 octobre, 6ème journée de mobilisation depuis le début de l'année : gros succès, suivi par 1/3 des 24 000 sage-femmes du pays, avec une manifestation nationale sur Paris réunissant des milliers de collègues (zéro sage-femme dans les service). Parmi les slogans, on pouvait aussi entendre et lire sur les pancartes : « Faut pas pousser » ou « Les sage-femmes se saignent – Stop à l'hémorragie ».

Nos collègues du CHSD sont très actives, quasi l'ensemble des sage-femmes actuellement embauchées étaient présentes à la dernière manifestation. Et elles n'arrêtent pas entre les manifestations : communiqué de presse, mise sous pression des politiques...

Les revendications sont connues et concernent tous les travailleurs : des embauches et des augmentations de salaire. Nouveau week-end de mobilisation du 22 au 25.



On se noie !

L'épidémie de bronchiolite a fortement commencé. Et les effectifs en pédiatrie sont insuffisants bien sûr. Déjà l'épidémie de bronchiolite est toujours gérée par des embauches supplémentaires saisonnière ce qui n'aide pas. Et les départs se sont accrus face aux difficultés du boulot.

De mauvaises conditions de travail entraînent encore plus de mauvaises conditions de travail. Un « plan blanc bronchio » s'annonce sur l'hosto et des transferts dans d'autres réas sont déjà pensés... Il est où le changement de choix politiques ? Du fric pour des embauches pérennes et des augmentations de salaire identiques pour toutes et tous !

Pas d'argent sauf pour des dépenses inutiles

La direction a fait réaliser un audit de 14 000 euros sur le fonctionnement de la cuisine : les conditions de travail y sont déplorables, il y a des problèmes de sécurité alimentaire. Elle aurait pu demander directement, on lui aurait dit gratuitement ce qu'il en est, dit ce dont on avait besoin. Mais pour améliorer les choses il va falloir aligner l'argent pour la cuisine ce que la direction refuse de faire depuis des années.

Débrouille-toi

La crèche est saturée. Il manque des places et cela pose des soucis à de nombreuses collègues qui galèrent avec leur surcharge de travail et leur enfant. Dans nos sociétés, tout le monde s'affiche féministe et les gouvernements font leur com là-dessus. Régler nos vrais problèmes et favoriser les accueils d'enfants par toutes les entreprises, ça c'est autre chose…

Arrestations au CHU de Martinique : forces de répression, hors des hôpitaux !

Jeudi dernier, des dizaines de gendarmes ont été mobilisés dans le CHU de Martinique. L'obligation de présenter la passe sanitaire pour entrer à l'hôpital était entrée en vigueur trois jours plus tôt et patients et soignants sans passe étaient refusés à l'entrée. Ayant pris l'habitude de rentrer ensemble en cortège, vaccinés et non-vaccinés, avec ou sans passe, les salariés ont tenu un rassemblement toute la journée et le lendemain, deux soignants ont été arrêtés dans l'enceinte même de l'hôpital.

Comment comptent-ils faire pour faire tourner l'hôpital une fois la moitié du personnel suspendu ? Mettre les CRS au boulot ? La défiance vis-à-vis du vaccin ne sera pas combattue à coups de matraque. Et ça ne fera pas oublier qu'à travers sa gestion criminelle, c'est le gouvernement qui porte une lourde responsabilité.

RéinfoCovid : le gourou crée sa secte

L'ex-anesthésiste Louis Fouché et un certain nombre de ses groupies du réseau anti-vaccins RéinfoCovid seraient en train de faire l'acquisition d'un domaine dans l'Aveyron pour se regrouper. Rendus célèbres pour s'afficher avec des eugénistes, des antisémites, des opposants à l'IVG, des militaires appelant au putsch et plus généralement tout ce que l'extrême peut compter en ses rangs, les adeptes de cette nouvelle secte auront ainsi l'assurance de ne pas côtoyer de personnes vaccinées et de ne pas être contaminés par la science. Cette pandémie aura été pour ce gourou l'occasion de découvrir sa véritable vocation. Bon débarras ! Que ces gens-là restent entre eux mais cessent de répandre de fausses informations qui nuisent à la santé des autres.

« Tout ce qu'on a aujourd'hui, c'est grâce à la grève ! »

Plusieurs dizaines de salariés de l'entrepôt H&M du Bourget sont en grève depuis jeudi 7 octobre. Ils s'opposent à la fermeture du site, entraînant la suppression de 153 emplois.

H&M a vu ses bénéfices exploser de 158 % en 2020, grâce aux différentes aides du gouvernement pendant la pandémie. La direction avait d'ailleurs promis pendant plus d'un an qu'il n'y aurait aucune cessation d'activité : elle avait dressé un « tableau digne du Louvre » rappellent les grévistes. À ceux-ci d'en peindre un nouveau en mettant fin aux suppressions d'emplois !